



Une Semaine en HAÏTI

Une rédaction d'Alterpresse ... avec le soutien de la Fokal

Une publication du Collectif Haïti de France

21 ter rue Voltaire - 75011 Paris / 01 43 48 31 78 / contact@collectif-haiti.fr

N°1013

9 juin 2011

- **Au-delà du séisme, la grande vulnérabilité du territoire face aux intempéries**
- **Dossier : Danger sur le littoral de Port-au-Prince**
- **La remontée du Lac Azuei, une nouvelle préoccupation écologique à la frontière haïtiano-dominicaine**
- **Forte poussée du choléra en plusieurs points du territoire**

>> Au-delà du séisme, la grande vulnérabilité du territoire face aux intempéries

En date du 7 juin 2011, Haïti déplore plus d'une vingtaine de morts, plusieurs disparus et blessés ainsi que de nombreuses maisons endommagées et un ensemble de dégâts considérables, avec les intempéries du début de la saison cyclonique 2011.

Inondations, routes défoncées, ravins obstrués par des alluvions, maisons effondrées, fragilisation des abris transitoires de l'après-séisme du 12 janvier 2010, difficultés de circulation pour piétons et automobilistes, rues jonchées d'immondices, de gravats et de débris divers, artères transformées en rivières avec les pluies constantes de ces derniers jours: cette photographie succincte de la situation, vécue notamment par les habitants de la zone métropolitaine de la Port-au-Prince, illustre la profonde vulnérabilité de l'environnement en Haïti.

Les familles déplacées au lendemain du tremblement de terre du 12 janvier 2010, qui continuent de vivre sous les tentes et dans des conditions de logement très précaires sont les populations les plus affectées par la situation.

Face à cette réalité, connue par les instances étatiques, les réponses apportées se situent surtout au niveau communautaire, notamment dans la solidarité entre les habitants des différents quartiers.

>> Dossier : Danger sur le littoral de Port-au-Prince

Le géologue haïtien Claude Prépétit se montre préoccupé par les constructions anarchiques qui pullulent sur le littoral de Port-au-Prince. « Cette zone est inondable, ces terres ne sont pas habitables, et il y'a dépôt d'alluvions », affirme le géologue.

Le renforcement sécuritaire de l'habitat constitue la préoccupation principale des habitants qui tentent, par l'acquisition de différents matériels, de prévenir l'envahissement et le débordement des eaux.

La police nationale d'Haïti (PNH), la Croix Rouge, les Casques bleus et le ministère des travaux publics, transports et communications (MTPTC) ont mobilisé leurs ressources pour porter secours aux populations en danger.

Sur 198 camps évalués, 30 ont été totalement inondés. Les autorités prévoient, dans certains cas, de changer des tentes et d'offrir des kits d'hygiène, indique la direction de la protection civile (DPC) qui exhorte les personnes résidant dans les zones à risque à faire preuve de vigilance constante, à prendre davantage de précautions et à se préparer à évacuer ces zones en cas d'urgence provoquée par les intempéries.

Le Centre national de météorologie (CNM) invite la population, particulièrement dans les Nippes et la Grande-Anse, le Sud, le Sud-Est, l'Artibonite et l'Ouest à redoubler de vigilance face aux fortes précipitations, compte tenu de la saturation du sol et des risques d'instabilité.

Les littoraux haïtiens, particulièrement ceux de Port-au-Prince, sont le lieu d'activités diverses, telles la pêche, le cabotage, la décharge d'ordures et d'habitation pour de nombreuses familles.

Le géologue prévient qu'en cas de tremblement de terre ou de tsunami ces riverains seront les premières victimes

La crise économique a effectivement conduit des populations, issues de l'intérieur du pays, à venir s'installer sur le littoral afin de bénéficier de ses apparentes potentialités. Le séisme de 2010 a par ailleurs contribué à aggraver la situation.

D'après le géologue, le problème est global et est lié à la misère, au manque de logement, aux difficultés économiques que connaît le pays. Il préconise un véritable plan d'aménagement du territoire afin de zonifier les espaces éligibles à la construction.

D'autres experts, font état de l'avancement vers la mer de Cité Soleil, Carrefour et de la zone métropolitaine, du fait d'un cumul de

déchets le long du littoral. Aussi des bidonvilles se multiplient sur la côte, comme Cité de l'Eternel et Cité Liberté, et dans lesquels les habitants font face à de graves problèmes sanitaires et à l'absence de services de base.

Ces différents quartiers ne sont desservis ni par des réseaux d'évacuation des effluents, ni par un service de ramassage des déchets. La mer et les ravines sont ainsi perçues comme des espaces vacants et utilisés comme dépotoirs.

>> La remontée du Lac Azuei, une nouvelle préoccupation écologique à la frontière haïtiano-dominicaine

Le lac Azuei, qui se trouve à l'un des points frontaliers entre Haïti et la République Dominicaine (Malpasse / Malpaso), continue, ces derniers jours, à s'étendre sur la terre ferme au flanc des montagnes des deux pays.

La circulation automobile et piétonnière est très affectée, il faut disposer de véhicules tout terrain pour pouvoir traverser les eaux du lac Azuei qui tendent à ronger inexorablement les flancs des mornes. Plusieurs habitations sont inondées à Thomazeau (à l'ouest du Lac Azuei). Des sources d'eau potable sont immergées par les eaux du lac Azuei dans le village de "Fonds Bayard", près de Fonds Parisien et non loin de Malpasse. Les bureaux administratifs (douane, immigration) des deux côtés de la frontière sont inondés.

Les travaux, consistant en la pose de remblais sur la chaussée en vue d'absorber les eaux en extension, ne sont que des palliatifs, tant les débordements du lacs deviennent de plus en plus importants.

>> Forte poussée du choléra en plusieurs points du territoire

Un rebondissement des cas de contamination au choléra est observé ces dernières semaines, en plusieurs points du territoire d'Haïti, notamment dans l'Ouest, le Plateau central et le Sud-Est.

L'organisation humanitaire internationale Médecins Sans Frontières (MSF) observe une « forte augmentation du nombre de cas à Port-au-Prince » et une saturation des centres de traitement de choléra (CTC) mis en place par cet organisme sont « saturés ».

« On a dû étendre la capacité des lits dans tous nos centres et en ouvrir d'autres, car le nombre de patients devient très important », déclare Romain Gitenet, chef de mission de MSF en Haïti, lors d'une conférence de presse le 3 juin.

« Plus de 1 800 patients ont été soignés du lundi 30 mai au mercredi 1^{er} juin (2011) », par l'institution dans la capitale haïtienne.

Les risques sont aussi grands pour les habitants de Fonds Parisien (communauté haïtienne la plus proche de la frontière) que pour celles et ceux résidant à Jimani (communauté dominicaine à proximité de la frontière), où les eaux ont commencé à envahir des plantations.

Les usagers de la frontière Malpasse/Malpaso, à côté de laquelle se trouve le lac Azuei, préconisent des interventions institutionnelles des 2 États pour prévenir des conséquences irrémédiables : il faudrait établir un pont sur le lac, envisager les possibilités d'aménager une autre voie empruntant la zone de Fonds Verrettes pour aboutir à Puerto Escondido (sur les hauteurs de Limon, en République Dominicaine) ou étudier la faisabilité de la construction d'un tunnel sous le lac.

L'organisation dispose aujourd'hui de 7 CTC, avec 800 lits à Port-au-Prince. MSF compte ajouter un huitième centre et passer à 1 000 lits si « les besoins continuent à évoluer ».

Le dernier bilan officiel fait état de plus de 5 300 personnes tuées par l'épidémie depuis son apparition le 19 octobre 2010. Carrefour, Léogane, le Sud d'Haïti et une partie du grand Nord, sont les municipalités les plus touchées par cette expansion de l'épidémie.

Les experts lient cette augmentation des cas de choléra aux fortes pluies diluviennes qui s'abattent sur le pays et à une mauvaise gestion des excréta.

Les autorités sanitaires renouvellent les messages de sensibilisation à l'endroit de la population, appelée à changer ses comportements pour combattre l'épidémie, à boire de l'eau traitée et à respecter les principes d'hygiène, notamment par le lavage des mains, des fruits, etc., avec de l'eau chlorée.

